



# Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 136 du 5 avril 2020

Au sommaire :

- **Face à une crise globale aux effets dramatiques, aux travailleurs de préparer le «jour d'après», sans attendre !** - Daniel Minvielle
- **La Chine à l'heure du virus capitaliste mondialisé ou du stade suprême du capitalisme ?** - Yvan Lemaitre

## Face à une crise globale aux effets dramatiques, aux travailleurs de préparer « le jour d'après », sans attendre !

En visite mardi 31 dans une entreprise fabriquant des masques chirurgicaux, Macron s'est mis en scène à l'heure des journaux télévisés de 13 heures, annonçant sa décision de retrouver « *d'ici la fin de l'année [...] l'indépendance nationale* » dans la fabrication... de masques, laissant à la postérité cette phrase : « *le jour d'après ne ressemblera pas au jour d'avant* »... Dans un autre registre, Le Maire pérorait le 30 sur BFM-TV : « *Il faut un nouveau capitalisme, qui soit plus respectueux des personnes, qui soit plus soucieux de lutter contre les inégalités et qui soit plus respectueux de l'environnement* »... comme Sarkozy qui, en 2008, nous expliquait que « *Cette crise, sans équivalent depuis les années 1930, marque la fin d'un monde* »...

Macron et ses ministres tentent de masquer leur incurie dans la gestion de la crise sanitaire, leur impuissance face à la récession et à la crise sociale derrière de grandes phrases. Mais leur action la plus concrète face à la pandémie est le déploiement de la police et de l'armée pour faire respecter le confinement sous ordre militaire. L'ignoble préfet Lallement a été le fidèle porte-voix de leur mépris cynique pour les malades et la population.

Certes, en conséquence de la destruction du service public de santé et à défaut de tout autre moyen, le confinement s'impose à toutes et tous. Mais Lallement, en zélé larbin, ne s'y est pas trompé, la police sanitaire a bien une fonction de... police : nous faire courber l'échine devant la loi après des mois de contestation sociale, nous désigner comme responsables et coupables de nos propres malheurs ! « *Ceux qui sont aujourd'hui hospitalisés, ceux qu'on trouve dans les réanimations, ce sont ceux qui, au début du confinement, ne l'ont pas respecté, c'est très simple, il y a une corrélation très simple* », les propos du préfet répondent aux attentes de ses maîtres !

Ils ne font qu'attiser la colère et la révolte contre des dirigeants politiques qui se sont fait les instruments de la casse des services publics de santé pour sauvegarder un système économique à bout de souffle, plongé dans une crise globale, sanitaire, sociale et économique. Un système économique en faillite, au sein duquel se livre une guerre de classe acharnée. Pour les travailleurs, les populations du monde entier, « l'après » commence dès maintenant, en préparant la seule réponse possible à cette faillite : la remise en cause de la propriété privée des moyens de production et d'échange, la fin de la course au profit et de la concurrence.

### Prendre la mesure de la catastrophe en cours

Il est difficile de mesurer réellement l'ampleur mondiale de la catastrophe sanitaire et sociale actuelle, dans la mesure où, dans bien des pays pauvres, là où les conséquences en sont les plus dramatiques, les statistiques sont partielles, voire inexistantes.

Ici en Europe, France, Italie, Espagne, Grande Bretagne... au-delà des statistiques dramatiques, c'est le même constat. En l'absence de la possibilité matérielle de faire des tests qui permettraient d'isoler les personnes réellement touchées, le confinement tente d'en retarder la propagation pour éviter que les services de réanimation soient submergés par l'afflux de malades. Faute des moyens de protection indispensables, les travailleurs de la santé, comme bien d'autres qui doivent continuer de travailler pour assurer les services vitaux indispensables, le font dans des conditions inqualifiables et restent exposés à la contamination, et beaucoup sont touchés. Sans compter celles et ceux qui sont contraints de travailler à des productions qui n'ont rien d'urgent dans l'automobile,

l'aéronautique et bien d'autres secteurs qui ne sont utiles qu'aux... profits.

Partout, c'est la débrouille qui est à l'ordre du jour. Dans les hôpitaux, devant la pénurie de matériel, on refait servir des instruments destinés à un usage unique. Certaines équipes ont lancé un appel à des couturières pour qu'elles leur fabriquent des sur-blouses ! En plus du manque de matériel, c'est maintenant une pénurie de médicaments qui menace.

Aux USA, première puissance mondiale, la plus « avancée »... dans l'absence de toute protection sociale publique, la situation est encore pire, en particulier à New-York. Et encore les scènes terribles que l'on voit à la télévision sont-elles tournées dans la partie la plus riche, le sud de Manhattan, loin du Bronx, des quartiers où vivent les laissés pour compte...

En Inde, qui dispose de 10 fois moins de lits d'hôpitaux que la France pour une population 20 fois supérieure, le confinement a été décidé dimanche 29. Une mesure bien illusoire alors que des millions de personnes s'entassent dans les ceintures de bidonvilles des grandes cités. L'annonce a déclenché un vaste mouvement de migration, des centaines de milliers de travailleurs mis au chômage par l'arrêt de l'économie tentant de regagner leurs villages d'origine. A quoi le gouvernement a répondu par la répression, et en fermant les frontières entre provinces pour éviter la propagation du virus. Propagation dont il est impossible d'évaluer l'ampleur, devant l'impossibilité pour le pays de tenir des statistiques.

En Afrique, la situation s'annonce cataclysmique. Une note du ministère français des Affaires étrangères donne une image atterrante de ce qui attend les populations de certains pays, où « *le taux de médicalisation est quasi-nul et [où] les systèmes de santé nationaux peuvent être considérés comme saturés d'office* » : « *Résultat, la question de la sélection ne portera pas sur les personnes à sauver sur le plan médical (faute de capacités d'accueil), mais sur les besoins de premières nécessités : quel quartier ravitailler ? Quelles autorités locales crédibles peuvent être les relais d'organisation de la distribution ? Quels produits de première nécessité fournir dans une phase attendue de pénurie ?* ». Mais le ministère des Affaires étrangères n'envisage pas de venir en aide aux populations. Son souci, c'est « *la crise de trop, qui déstabilise durablement, voire qui mette à bas des régimes fragiles (Sahel) ou en bout de course (Afrique centrale)* ». Son objectif : « *Face au discrédit des élites politiques, il convient de trouver d'autres interlocuteurs africains pour affronter cette crise aux conséquences politiques...* ». Autrement dit préparer, autant que faire se peut, les conditions politiques pour que, la crise sanitaire passée, les Bouygues, Vinci et autres Bolloré puissent reprendre leurs affaires... s'il reste quelque chose à piller.

Partout, la crise sanitaire se double d'une crise sociale dont les plus pauvres sont les premières victimes, particulièrement dans les pays où le travail dit « informel » assure la survie de beaucoup. Dans les pays industrialisés, le confinement a pour conséquence la fermeture d'une multitude d'entreprises, une explosion du chômage, la perte

de tout ou partie des revenus pour des masses considérables de travailleurs, générant une catastrophe sociale sans précédent, en particulier dans les pays où il n'existe aucune protection sociale.

## Les ingrédients d'une faillite annoncée

« *La nouveauté de la situation actuelle réside dans la mécanique infernale qui s'est enclenchée. En 2008, c'est la sphère financière qui avait allumé la mèche, en se transmettant à la sphère productive. Aujourd'hui, c'est l'inverse : l'activité économique est en partie à l'arrêt et ce freinage brutal revient, tel un boomerang, frapper la finance. Et cette implosion de la finance va venir en retour aggraver la récession* » écrit Michel Husson. [1]

La crise de 2007-2008 était l'aboutissement de 30 années de mondialisation libérale financière et de guerre de classe contre les travailleurs des pays industrialisés les plus anciens. Au cours de la dizaine d'années qui a suivi, les mesures prises par les Etats et les banques centrales se sont avérées incapables de sortir l'économie mondiale de la stagnation, tandis que la concurrence entre grandes puissances économiques, USA, Chine, Union Européenne s'exacerbait. En faisant payer durement la facture de la crise aux classes laborieuses, ces mesures ont aggravé les inégalités sociales, réunissant les causes de la contestation sociale mondiale qui a éclaté au cours des deux dernières années et se poursuit toujours bien que plus ou moins masquée par les mesures de confinement. Et elles ont accumulé les ingrédients d'une crise économique et financière qui n'attendait qu'une étincelle pour se déclencher.

Mais alors que le choc était attendu du côté des bourses et de la finance, c'est la pandémie qui a plongé le capitalisme dans la récession. Dès l'apparition du virus hors de Chine début janvier, les Bourses internationales ont bien plongé en chaîne, faisant craindre un effondrement immédiat du système financier. Mais devant la garantie des banques centrales et des Etats des grandes puissances ce pire a été évité. La chute des Bourses continue, mais sans panique. Les boursicoteurs, conscients que cette chute est inévitable, « jouent à la baisse », tentant de tirer profit des brèves remontées entre deux plongeurs. Et pour certaines sociétés, les affaires vont bien, merci : Pernod Ricard avait besoin de 1,5 milliard pour se « développer », ce sont 5,5 milliards qui se sont portés candidats, de quoi construire 75 hôpitaux ; Mercedes vient d'investir 22 milliards (dont 12 empruntés) pour construire des voitures de luxe, soit 280 hôpitaux... La liste n'est pas close.

Le Dow Jones n'en a pas moins perdu 26 % de sa valeur depuis le 1<sup>er</sup> janvier, 30 % pour le CAC 40, et tout reste possible. L'effondrement financier a pour l'instant été évité, mais ses ingrédients continuent de s'accumuler du fait que les dettes d'Etat bondissent suite aux mesures prises en urgence face à la crise sanitaire et à ses conséquences économiques.

La récession est, elle, bien réelle. Certains organismes de statistiques estiment que la baisse de production pourrait dépasser 30 % par mois, des millions de travailleurs

se retrouver au chômage. La principale préoccupation des États, en plus de faire face tant bien que mal à la crise sanitaire et sociale, est de permettre à l'appareil de production de subir le moins de dégâts possible, afin d'être prêt à repartir dès que l'épidémie sera jugulée, au moins partiellement, avec l'espoir que se produira alors un rebond économique.

C'est en particulier ce que prévoit l'OFCE en France : « *En sortie de confinement, le rebond d'activité serait potentiellement important porté par un taux d'épargne élevé des ménages et une résilience du tissu productif en raison des mesures de soutien budgétaire. L'un comme l'autre résulteraient de l'efficacité du plan de soutien à l'économie et auraient comme contrepartie la hausse du déficit public* ».

En fait, il s'agit plus de déclarations politiques que de réels pronostics puisque personne n'est en mesure de prévoir ni l'évolution de la pandémie ni celle de la récession et des possibilités de réel krach financier. D'ailleurs, bien des sociétés de gestion affichent, vis-à-vis de leurs clients, une lucidité opposée, craignant que « *que la situation sanitaire se détériore davantage au cœur de l'économie mondiale, c'est-à-dire aux États-Unis, dont la gouvernance face à cette crise commence à montrer ses limites* ». Et n'anticipent aucun rebond d'une « *économie mondiale en chute libre, et si de nombreux parachutes ont été déployés et ralentissent sa descente, nous n'avons encore aucune idée ni de l'altitude qui nous sépare du sol, ni de la vitesse de la descente...* ».

## **Les réponses des banques centrales et des États au service du capital**

Les États et les banques centrales n'ont au fond pas d'autre choix que cette politique du rebond, espérant que la crise actuelle se limitera à une récession sans effondrement financier. Ils sont intervenus dès le début de la dégringolade des Bourses en injectant des milliards pour « rassurer » les marchés et en laissant croire, en priant le ciel, en une possible relance. En fait pour tenter de limiter les faillites d'entreprises consécutives à l'arrêt de toute activité dans l'espoir que cette relance se produira bien...

En France, toute une série de mesures ont été prises dans ce sens : délais de paiement des échéances sociales, remises d'impôt direct, report de paiement des loyers et factures (eau, gaz, électricité), création d'un fond de solidarité pour les TPE, indépendants et micro-entrepreneurs...

Une des mesures à destination des entreprises concerne la prise en charge par l'État du financement du chômage partiel. Plus que bonté d'âme du gouvernement, elle répond à deux préoccupations plus terre à terre. Tenter d'endiguer une crise sociale dont l'aggravation pourrait déboucher sur des vagues de révolte. Mais aussi faire que l'économie capitaliste « fonctionne », c'est-à-dire réalise du profit. Et pour cela, il ne suffit pas de produire, il faut aussi vendre... D'où la nécessité d'entretenir l'existence d'un marché solvable. C'est ce que fait le gouvernement, aux frais de l'État, par le biais du chômage partiel, mais aussi en prolongeant d'un mois le versement des indem-

nités aux chômeurs arrivés en fin de droit en mars. Trump a décidé, lui, de consacrer 2000 milliards de dollars au versement de 1200 dollars aux adultes gagnant moins de 75 000 dollars par an.

Les banques centrales, qui n'hésitent pas à inonder les marchés de milliers de milliards, pourraient prendre en charge le financement de ces opérations. Mais ce sont les États qui le font, en s'endettant : pas question de court-circuiter les marchés obligataires et les spéculateurs qui s'y engraisent, même s'ils s'attaquent de nouveau à certains pays particulièrement endettés, comme l'Italie, dont les taux ont commencé à s'envoler.

Incapables de s'entendre sur une politique commune face au retour de ces attaques contre la dette de certains d'entre eux, les pays de l'UE se sont contentés de suspendre le critère de stabilité des 3 % maxi de déficit : chacun pourra désormais s'endetter à son gré ! La BCE est intervenue, le 18 mars, en portant à 1 100 milliards d'euros (750 milliards de plus) les sommes destinées au rachat massif de dette publique et privée pour l'année 2020 : la planche à billets tourne à un rythme de plus en plus fou, l'Italie pourra éviter la faillite, les possesseurs de sa dette continuer à s'enrichir... « *Ces temps extraordinaires nécessitent une action extraordinaire. Il n'y a pas de limites à notre soutien à l'euro* » a dit Christine Lagarde... Aux USA, la FED avait elle aussi, le 15 mars, réduit ses taux à zéro et « *inondé les marchés de liquidités* », plus de 700 milliards de dollars...

## **Un affrontement de classe majeur est en cours**

Gouvernements et économistes aux ordres tentent de nous endormir avec leur perspective de relance et de lendemains qui chantent. Ils ne peuvent masquer que leur politique consiste avant tout à entretenir les profits d'une minorité en aggravant l'endettement public dans des proportions inouïes. Et si la pandémie veut bien laisser ouverte la possibilité d'un début de relance, celle-ci ne suffira pas à assouvir l'appétit des capitaux à la recherche de profits, et à empêcher que se produise le krach financier dont une des principales causes, la bulle de l'endettement public, aura été démultipliée par les politiques des États et des banques centrales.

Le capitalisme est entré dans une crise historique globale où l'impossibilité de contrôler la marche de l'économie soumise à la course au profit et à la concurrence est accentuée par la pandémie que le système lui-même a produite et qu'il est incapable de gérer.

L'évolution de cette crise globale se fera à des rythmes et à travers des étapes, des tournants impossibles à prévoir. Ce qui est certain, c'est qu'elle accentuera nécessairement, comme elle les accentue déjà, les attaques en règle contre les peuples et les travailleurs. Le gouvernement prêche la paix sociale, soutenu sur ce terrain par les partis politiques comme par les grandes confédérations syndicales. Mais il poursuit bien son offensive contre les travailleurs, telles les ordonnances dérogatoires au droit du travail qui sont de véritables cadeaux aux patrons.



Comme également la brutalité du confinement, érigé en politique de santé publique...

C'est bien pourquoi « l'après » commence dès à présent. La colère, la révolte qui se sont manifestées pendant des mois d'abord avec les gilets jaunes, puis avec le mouvement contre la réforme des retraites, ne sont pas éteintes, pas plus qu'elles ne sont éteintes en Algérie, en Irak et ailleurs. Bien au contraire, elles ne peuvent que sortir renforcées de la période dramatique que nous vivons. Tout comme est renforcé le besoin de comprendre, de discuter des réponses qui s'imposent pour en finir avec ce monde en faillite.

## **Un plan de transition économique, sociale, écologique, démocratique vers le socialisme**

Une première mesure s'impose comme une évidence, formulée par une bonne partie du personnel hospitalier : répondre immédiatement aux besoins en matériel, en personnel, et pour cela, réquisitionner les entreprises en mesure de les produire. Plus généralement, il s'agit de mettre un terme immédiat à la destruction des services publics de santé et de la recherche médicale, d'y réaliser les investissements nécessaires, tout en les débarrassant de la contrainte de répondre aux lois de la rentabilité et de la concurrence. En finir avec cette concurrence passe nécessairement par l'expropriation du secteur de santé privée, son intégration dans un système de santé public global.

La coopération, bien que partielle, qui s'est imposée pour faire face à la pandémie entre services de santé de divers pays, organismes de recherche, de production de matériel médical et de médicaments montre à quel point est stupide et criminelle la démagogie de ceux qui prétendent faire de la lutte contre la maladie une affaire « nationale ». La réponse est dans la coopération par-dessus les frontières, à l'opposé des relations de concurrence qui règnent entre organismes de recherche ou producteurs de matériel médical ou de produits pharmaceutiques dont la seule motivation est l'accaparement des profits au mépris des véritables besoins.

Ce qui apparaît aujourd'hui comme une évidence pour ce qui touche à la santé l'est de la même façon pour l'ensemble des services publics. Mais il concerne aussi les entreprises privées. Aider financièrement les patrons pour éviter la faillite de leur entreprise est certainement légitime pour les petits entrepreneurs indépendants. Pour les groupes plus importants, c'est une aberration. La réquisition, la socialisation sous le contrôle des travailleurs est la seule mesure qui garantisse la sauvegarde des capacités productives, la possibilité de maintenir des activités utiles même si elles ne répondent pas aux exigences de rentabilités imposées par les lois des marchés. Telles que l'usine de production de bouteilles d'oxygène, Luxfer, ou celle produisant de la chloroquine à Saint-Genis Laval.

Sur le plan financier, alors que le surendettement n'a jamais été aussi élevé et le krach si imminent, l'annulation pure et simple des dettes publiques, cette manne offerte par les Etats à la finance, s'impose.

En finir avec la machinerie infernale de la dette comme de la spéculation suppose, outre la fermeture des Bourses et autres marchés financiers, la constitution d'une institution financière centrale, socialisée, fruit du regroupement des institutions financières privées, banques et compagnies d'assurance, de leur expropriation. A l'échelle européenne, un tel monopôle financier, sorte de nouvelle BCE placée sous le contrôle démocratique de la population, serait en mesure de financer l'économie dans le seul but d'assurer la production et la répartition équitable de produits destinés à satisfaire les besoins de chacun.

Cela suppose substituer une planification démocratique aux lois du marché et de la concurrence qui décident aujourd'hui de ce qui sera produit ou pas. C'est en même temps la seule façon de faire face à l'urgence climatique, de mettre un terme à la destruction des écosystèmes, à l'épuisement des ressources naturelles.

De telles mesures remettent en cause les fondements mêmes de la société capitaliste, les rapports de classe et de propriété qui la régissent et dont les États et leurs institutions sont le garant. Elles posent la question démocratique : qui décide dans la société, des 1% de parasites et de leurs larbins qui gouvernent en leur nom, ou des 99% sur qui repose en exclusivité la production des richesses ?

Et cela pas seulement au niveau de la France, mais au niveau de l'Europe qui affiche une nouvelle fois qu'elle n'a pour fonction que de protéger le capital contre la population et explose sous les effets de la crise. La solidarité et la coopération, comme aussi l'aide aux migrants, n'est possible que dans le cadre d'une Europe des travailleurs et des peuples.

La flambée internationale de contestation du capitalisme financier mondialisé qui a éclaté courant 2018-2019 a montré la détermination de travailleurs, de jeunes, de femmes du monde entier à en finir avec les conditions de vie qui leur sont faites, à s'opposer aux offensives de leurs dirigeants et des patrons qu'ils servent. Elles ont montré leurs exigences démocratiques, la conscience qu'ils ont que sortir des impasses dans lesquelles le capitalisme en faillite enferme l'humanité exige que nous prenions, collectivement, nos affaires en main.

La pandémie du coronavirus nous touche tous sans se préoccuper des frontières. Elle révèle à tous la réalité du capitalisme, les mensonges, l'hypocrisie et l'impuissance des dirigeants politiques et « théoriciens » qui le servent. C'est l'occasion de donner un but commun à ces luttes dispersées, de permettre à chacun de prendre conscience des intérêts communs qui unissent les prolétaires du monde entier, de faire un pas vers la compréhension que l'avenir ne peut être qu'au socialisme, à la société mondiale et démocratique des « producteurs associés ». D'unir aussi largement toutes celles et ceux qui veulent être, sans attendre, les acteurs de cette lutte urgente et vitale.

*Daniel Minvielle*

[1] <https://alencontre.org/economie/economie-le-neo-liberalisme-contamine.html>

## La Chine à l'heure du virus capitaliste mondialisé ou du stade suprême du capitalisme ?

La pandémie à laquelle la planète est confrontée joue le rôle de révélateur à plus d'un titre. Elle met à nu non seulement les rapports sociaux à travers le drame sanitaire que provoque la faillite du capitalisme, elle met aussi à rude épreuve les idées et la façon dont les hommes vivent, comprennent, perçoivent la catastrophe à laquelle l'humanité est confrontée. Le mouvement ouvrier, désarmé, n'échappe pas à cette confrontation des idées avec les faits, les révolutionnaires non plus.

La pandémie oblige, même les esprits les plus conservateurs, à adopter un regard nouveau pour prendre la mesure des bouleversements en cours et des possibles processus révolutionnaires qui s'ouvrent dans le monde dans la continuité des révoltes qui ont suivi la crise des subprimes puis celles de 2019, mais à un tout autre niveau.

La première et principale démonstration de la crise que connaît aujourd'hui la planète est bien que la société capitaliste est engagée dans une nouvelle phase de son histoire, de son développement, celle d'un capitalisme financier mondialisé aujourd'hui entraîné par ses propres contradictions et les maux qu'elles engendrent vers la faillite. Cette époque n'est plus celle du stade impérialiste décrit par Lénine au siècle dernier mais bien une nouvelle phase de développement du capitalisme qu'il nous faut comprendre pour en dégager les potentialités révolutionnaires et mettre en place une stratégie répondant aux besoins et à ces possibilités. Pour reprendre la formule de François Chesnais, le capitalisme a atteint ses limites historiques tant dans ses capacités à exploiter le travail humain que la nature. Cela se manifeste sous une forme inattendue mais dont on commence à voir les effets dévastateurs.

Malheureusement, jusqu'alors du moins, le mouvement révolutionnaire est resté enfermé dans un souci d'orthodoxie léniniste, le capitalisme et l'impérialisme son stade suprême, faisant de la pensée de Lénine un dogme hors du temps et de l'histoire tout en lui donnant bien des visages... Ce conservatisme participe de la protection des identités de chaque groupe ou tendance révolutionnaire. Il était un obstacle sérieux à la construction d'un véritable parti. Il semble évident pour un esprit ordinaire que le bouleversement entraîné par la pandémie capitaliste devrait nous contraindre à balayer cette barrière pour répondre aux besoins de solidarité, de coopération, d'unité dont le monde du travail a besoin pour mettre en œuvre ses réponses face à l'effondrement du capital.

Nous voudrions apporter notre modeste contribution à ce travail - qui constitue notre raison d'être comme courant d'idées au sein du mouvement révolutionnaire- en discutant de l'éclairage que donne la pandémie sur la Chine, sa politique, sa place dans le capitalisme mondialisé. Pour cela, nous partirons d'un article intitulé « *Chine : les nouvelles routes de la soie* » que Lutte ouvrière vient de pu-

blier dans le dernier numéro de sa revue Lutte de classe, celui de mars. Cet article revient sur la politique de l'État et de la bourgeoisie chinoise en l'analysant comme si le monde répondait encore et toujours au cadre de raisonnement vieux de plus d'un siècle défini par Lénine, celui de l'impérialisme stade suprême du capitalisme. Il a le mérite, à nos yeux et comme en général chez LO, de chercher à donner à l'analyse une cohérence en refusant l'impressionnisme dominant dans l'extrême gauche, sans craindre aussi d'affirmer ses confusions et inconséquences.

### Faire rentrer la réalité dans les concepts ou procéder à une analyse historique ?

En résumé, cet article vise à démontrer que le capitalisme chinois est intégré aux intérêts de « l'impérialisme », que la Chine reste un pays sous-développé qui a été condamné « à défaut de changer le rapport de force mondial » à « réintégrer l'économie impérialiste ». Au nom d'une idée forte, « *Tant que la grande bourgeoisie impérialiste ne sera pas renversée, elle finira par tout digérer* », avec en corollaire une deuxième idée, la Chine n'est pas un pays impérialiste, et en conclusion un avertissement visant à convaincre « *des militants ouvriers en Chine* » de tirer « *les leçons du passé, affirmant que, même à l'échelle d'un pays comme la Chine, il n'y a pas de perspectives à long terme sans renversement de l'impérialisme* ».

Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ? Il reviendrait au prolétariat chinois de renverser ce que LO appelle l'impérialisme ? Vaincre les USA ? Ou alors qu'il doit se dégager de la démagogie nationaliste « impériale » entretenue constamment par l'État bourgeois chinois pour le soumettre ? Que dans la rivalité entre les deux grandes puissances capitalistes mondiales, les USA et la Chine, il n'a pas à accepter de fournir les fantassins d'une guerre qui n'est pas la sienne ? Que son allié, c'est le prolétariat américain, le prolétariat du monde entier pour construire une société fondée sur la solidarité et la coopération, où le socialisme et le communisme rimeront avec démocratie, liberté, écologie ? Autant de questions sans réponse. Les confusions de LO résultent d'un raisonnement qui, quant au fond, est de même nature que celui que reprochait à juste titre l'UCI, le courant international dont LO fait partie, à la IV<sup>ème</sup> internationale quand celle-ci voyait dans l'État chinois issu de la révolution paysanne de 1949 « *un État ouvrier bureaucratiquement déformé* », la payannerie dirigée par Mao accomplissant les tâches du prolétariat en lieu et place de ce dernier alors que triomphait la contre-révolution stalinienne.

L'analyse historique concrète cède la place à des raisonnements idéologiques qui plaquent des concepts sur des faits sociaux profondément différents, hors du temps et de l'histoire.

## L'intégration des anciens pays coloniaux au marché capitaliste, un bouleversement historique

LO écrit à juste titre « *En 1949, en s'appuyant sur une puissante révolte paysanne, l'équipe nationaliste sous étiquette communiste, rassemblée dans le Parti communiste (PCC), réussit à mettre en place un État fort et centralisé comme le pays n'en avait pas connu depuis un siècle, capable de tenir tête aux assauts économiques et militaires de l'impérialisme. Mais cet État, par ses origines et ses perspectives, restait un instrument du développement bourgeois du pays. L'étatisme permit de bâtir les fondations économiques du développement qu'on voit à l'œuvre depuis trente ans, à l'abri de la pression de l'impérialisme, sur le dos de la paysannerie et de la classe ouvrière* ».

« *Etc'est l'appareil d'État lui-même qui a servi d'intermédiaire entre la bourgeoisie impérialiste et la Chine, permettant au pays de renouer avec le marché mondial sans se faire de nouveau dépecer par l'impérialisme* ».

Ainsi se sont développés « *les traits particuliers* » du capitalisme chinois dans le même temps que sa réintégration dans l'économie mondiale, le marché mondial, a permis aux vieilles puissances capitalistes, ce que LO rassemble à tort sous un même concept « *l'impérialisme* », de se lancer à l'assaut du marché chinois et surtout de l'exploitation de son prolétariat. « Cela démontre au passage, écrit LO, que, dans ce monde dominé par l'impérialisme, le mieux que des pays sous-développés peuvent faire par eux-mêmes, le mieux que la petite-bourgeoisie nationaliste peut faire, c'est se donner un État pour protéger ses intérêts nationaux. Mais, à défaut de changer le rapport de force mondial, ces pays, tels Cuba, le Vietnam, la Chine, ne peuvent que réintégrer l'économie impérialiste ».

Oui, effectivement mais cette intégration n'est pas neutre, elle a bouleversé le cours de l'histoire et du capitalisme, bouleversé la vie de milliards d'êtres humains et ne peut être abordée ainsi de façon quelque peu pédante comme un fait secondaire pour les besoins du raisonnement ! Les luttes de libération nationale et leurs implications ont représenté une véritable révolution qui pose inévitablement un certain nombre de questions :

- Le fait que, à la fin des années 70, l'ensemble des anciens pays coloniaux ou dominés non par l'impérialisme mais par les différentes puissances impérialistes, rivales par ailleurs entre elles, ont après avoir conquis leur indépendance intégré le marché capitaliste mondial, ne constitue-t-il pas une transformation globale des rapports internationaux ?

- Cette transformation ne met-elle pas un terme à l'époque que Lénine avait appelée celle du stade suprême du capitalisme, l'impérialisme, notion qui définissait non une puissance mais un stade historique du développement global du capitalisme international ?

- Dans cette évolution historique, l'effondrement de l'URSS n'est-il pas un moment charnière qui devrait nous amener

à reconsidérer l'ensemble des rapports qui définissent le capitalisme aujourd'hui ?

- Et cela d'autant que ces évolutions se sont accomplies sous la pression et grâce à des évolutions technologiques profondes que s'est approprié le capitalisme international dont le capitalisme chinois ou tout particulièrement le capitalisme chinois ?

- La vraie discussion pour le mouvement ouvrier international ne devrait-elle pas porter non seulement sur « *les traits particuliers* » du capitalisme chinois mais sur les traits particuliers du stade actuel de développement du capitalisme mondial ?

## Un pays sous-développé soumis aux intérêts impérialistes ou la deuxième puissance capitaliste mondiale ?

Il est évident, contrairement à ce que pourrait laisser penser ce qu'écrit LO, que l'État chinois n'est pas simplement un État comprador qui jouerait « *le rôle d'intermédiaire entre les capitaux occidentaux et japonais d'une part, la main-d'œuvre et le marché chinois de l'autre* ».

Et peut-on reprocher à l'appareil d'État chinois de ne jamais avoir eu « *pour perspective de remettre en cause la domination de l'impérialisme américain* ». Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ? L'État « communiste » chinois aurait capitulé devant « l'impérialisme » ? Et Xi Jinping n'est-il pas, par ailleurs, en train de remettre en cause « *la domination de l'impérialisme américain* » ? Mais dans le cadre du capitalisme financier mondialisé...

LO est bien obligée d'intégrer à son raisonnement ces faits nouveaux pour mieux le justifier et le perpétuer. C'est le sens de son article.

La crise de 2008 a contribué à accélérer les changements de rapports de force et l'État chinois a investi des sommes colossales dans la production, l'immobilier, l'équipement. La politique des nouvelles routes de la soie vise à donner des débouchés à ces nouvelles capacités de production dans le cadre du capitalisme mondialisé tout en visant des objectifs géostratégiques dans le cadre de la concurrence, en particulier avec les USA. Et vient nécessairement la question, est-ce que cela signifie que la Chine est « un pays impérialiste » ?

Répondre oui remet en cause tout l'équilibre de la construction intellectuelle de LO pour rendre compte de l'évolution du monde dans le cadre de la conception de Lénine. Mais est-ce vraiment la bonne question, une question de définition dogmatique qui nous importe ? Bien évidemment, la politique extérieure de la Chine est celle d'une lutte d'influence d'une grande puissance capitaliste. Une politique impérialiste, oui, si on veut mais il serait bien plus pertinent de poser la question en termes différents, celui de la validité et des limites de ce concept tellement galvaudé et dépassé par l'évolution historique aujourd'hui. Au minimum son contenu a changé, ce qui nous oblige à discuter de sa pertinence.



« Mais si l'État chinois utilise son poids financier, poursuit LO, pour appuyer son influence de grande puissance, le pays n'est pas pour autant une puissance impérialiste, dans le sens où Lénine utilisait le mot. [...] Si l'on entend par impérialisme le stade suprême du capitalisme, fruit du capitalisme le plus développé, il n'est donc pas exact de qualifier la Chine ainsi. Ce qui ne l'empêche pas d'avoir des rapports de domination avec des pays plus pauvres qu'elle, sa taille et son État centralisé lui permettant de concentrer, malgré son relatif sous-développement, d'importants capitaux et d'être bien plus puissante que nombre de pays ».

Mais, poursuit LO, « La Chine n'est pas un pays sous-développé comme les autres ». Pour rajouter, « Le développement de la Chine et la cohésion de son État en font maintenant un concurrent sérieux, dont les prétentions régionales se sont manifestées lors de la construction de bases militaires en mer de Chine méridionale. Coopération commerciale et intégration économique d'un côté, volonté de montrer sa toute-puissance de l'autre, sur le terrain militaire comme sur le terrain de la guerre commerciale : l'endiguement impérialiste de la Chine, en réalité le chemin par lequel la Chine a réintégré pleinement le monde capitaliste, est une combinaison variable de ces deux politiques ».

Une combinaison variable certes, elle s'inscrit cependant dans la logique du marché capitaliste et, de ce point de vue, Trump semble plus lucide que les révolutionnaires, lui qui ne craint pas d'engendrer le chaos politique pour faire valoir les intérêts de la bourgeoisie américaine en plaçant au centre de sa politique la guerre commerciale contre la Chine.

La dénonciation par Trump du « virus chinois » n'est pas une simple rhétorique réactionnaire, xénophobe et raciste, mais l'expression fantasmée de la prise de conscience que la pandémie en cours va aussi contribuer à accélérer les changements des rapports de force internationaux dont les USA et les vieilles puissances capitalistes européennes pourraient être les premiers perdants en faveur de la Chine et de ses alliés.

## **La crise globale du capitalisme en faillite vers une nouvelle période révolutionnaire**

Le covid-19 est en train de démontrer l'inverse de ce que prétend LO. La Chine n'est pas un pays sous-développé confronté à l'impérialisme dominant le monde ! « La première impuissance mondiale » titrait Libé à propos des USA face au Covid-19 alors que la deuxième puissance capitaliste mondiale vient de démontrer une capacité supérieure à celle des USA, sans parler de la vieille Europe, de faire face à la pandémie. Il se pourrait bien que dans la faillite globale du capitalisme mondialisé elle devienne la puissance la mieux à même de résister.

Contrairement à ce que semble penser LO, sans réellement le dire, il n'existe pas de superimpérialisme qui

aurait imposé son ordre à la planète. C'est bien toute la difficulté du monde capitaliste moderne, la crise du leadership américain qui s'accroît à travers une économie capitaliste globalisée avec des processus de production intégrés, interdépendants grâce au développement des nouvelles technologies dans laquelle la Chine a su trouver une place prépondérante.

Nous sommes bien loin du monde capitaliste passant au stade de l'impérialisme du début du siècle dernier dominé par la lutte pour le partage du monde entre grandes puissances.

Le monde aujourd'hui n'est pas, dans l'état actuel des choses, principalement menacé par une nouvelle guerre impérialiste pour son repartage, ni d'une guerre de « l'impérialisme » contre le monde pour perpétuer sa domination mais bien de la faillite globale du capitalisme, une crise économique et écologique indissociable et planétaire. La menace est là, elle n'est plus une simple menace mais la réalité concrète de la faillite en cours...

La monde capitaliste sénile est en faillite, une faillite annoncée qui surprend par la forme que prend la maladie mais l'émergence des peuples, les progrès technologiques, les luttes des travailleurs, la révolte des femmes, les luttes des migrants ont commencé à construire les bases d'un monde nouveau.

LO conclut pour rappeler aux militants ouvriers chinois « les leçons du passé » pour leur expliquer que face à « une franche récession » ils « devraient alors donner à la lutte contre la bourgeoisie chinoise un caractère internationaliste, tirant les leçons du passé, affirmant que, même à l'échelle d'un pays comme la Chine, il n'y a pas de perspectives à long terme sans renversement de l'impérialisme ». Il serait, sans aucun doute, plus opportun de dire plus simplement qu'il n'y a pas de perspective sans renversement du capitalisme, en Chine comme dans le monde, alors que la récession est en cours à travers une catastrophe épidémiologique et écologique, financière. Et surtout que leurs luttes et résistances multiples, quotidiennes sont les nôtres et qu'au regard de l'ampleur extraordinaire de la tâche, de leur tâche, nous utiliserons nos forces pour aider au rassemblement du monde du travail pour prendre notre place dans ce combat internationaliste, ici au cœur des vieilles puissances impérialistes décadentes. Que nous saurons tirer les leçons de l'échec du mouvement ouvrier, jusqu'alors, à frapper au cœur même des vieilles citadelles impérialistes comme de notre propre échec, alors que nous jouissons de libertés inconnues en Chine, à unir nos forces, à nous donner les moyens, un parti, pour affronter les luttes de classes qui se dessinent derrière le confinement, et jouer un rôle dans les processus de transformation révolutionnaire qui s'engagent.

*Yvan Lemaitre*